



Edito de Noëlle Lenoir : "L'Europe des valeurs doit avoir le dernier mot face à Victor Orban"

02 octobre 2018

Il faut être réaliste : L'Europe comme Union économique ne convainc guère faute de construire une zone euro qui en a les attributs nécessaires (budget digne de ce nom et projets communs, notamment). L'Europe économique avance à n'en pas douter, mais hésite et cherche encore des remèdes à la fragmentation des politiques économiques.

De son côté, l'Europe politique connaît un reflux : unis dans les temps calmes, les Etats-membres sont divisés dans les temps agités. Or l'Europe politique exige une vision commune et un volontarisme qui manque actuellement même à des Etats fondateurs, comme l'Italie.

C'est l'Europe des valeurs qui tient bon en dépit de tout, et en particulier des coups de boutoir d'une crise migratoire qui génère populisme et mise en cause des fondements de l'Union, à savoir la liberté de circulation, non seulement des biens et services ou des capitaux, mais avant tout des hommes et des femmes y inclus ceux qui viennent légalement en Europe.

Viktor Orbán s'attaque à cette Europe-là depuis longtemps, mais le PPE auquel son parti appartient au Parlement européen ne voulait pas réagir... pour des raisons de mathématique électorale. C'est maintenant chose faite, en dépit des divisions précisément au PPE. L'Europe des nationalismes, fondés sur les ethnies, c'est en effet précisément celle à qui les Pères fondateurs ont dit non.

Il est heureux que les dirigeants européens, à la veille d'échéances électorales européennes majeures, aient enfin réagi. Trop c'est trop. Certes nombre de dirigeants d'autres pays, et non des moindres en Europe, manifestent les mêmes tendances à l'autoritarisme et à un nationalisme provocateur. En Pologne, la société civile se regimbe. En Italie, la société civile – curieusement – semble à ce stade sans réaction. Mais avec Orban, qui, durant la campagne des législatives en mars dernier, a fait sienne la théorie du « grand remplacement », il était temps de rappeler solennellement les fondamentaux.

Il fallait impérativement mettre fin à ce paradoxe d'exigences requises des Etats candidats à l'Union (les fameux critères de Copenhague) sur lesquels il suffit de devenir membre du club pour s'asseoir purement et simplement !

Le 12 septembre dernier, le Parlement européen a donc voté à la majorité qualifiée (448 votes pour, 197 contre et 48 abstentions) la résolution suivante : le Parlement « invite le Conseil à constater s'il existe un risque clair de violation grave, par la Hongrie, des valeurs visées à l'article 2 du traité de l'Union européenne et à adresser à la Hongrie des recommandations appropriées à cet égard ». Il s'est honoré mais ce n'est qu'un premier pas, et espérons-le, pas un coup d'épée dans l'eau. La procédure de l'article 7 exige désormais un vote à l'unanimité du Conseil européen des chefs d'État et de gouvernement. La Pologne de Kaczynski a déjà annoncé qu'elle s'opposerait à la sanction. Le vote du PPE, après les déclarations de Joseph Daul n'est pas acquis. Savoir si cela peut remettre en cause la désignation du CSU Manfred Weber à la tête de la Commission européenne reste à voir.

Lors du prochain Conseil européen, la France et l'Allemagne n'ont pas rendez-vous avec des chefs d'Etat et de Gouvernement : elles ont rendez-vous avec l'histoire. Là se jouera un moment crucial où, fortes de la réconciliation entre les deux pays sur laquelle s'est bâtie l'Europe, elles auront pu convaincre les autres Etats Membres de poursuivre la procédure de l'article 7. L'Europe des valeurs aura triomphé, en dépit de tout.

A défaut, la démarche entreprise risque d'apparaître comme de la gesticulation, au grand dam de la démocratie et de l'avenir même de l'Union européenne.

Source URL: <http://ceuropeens.org/article/edito-de-noelle-lenoir-l-europe-des-valeurs-doit-avoir-le-dernier-mot-face-victor-orban>